



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

Service eau-environnement

Cellule milieux aquatiques et pêche

Affaire suivie par A. MOENE

Tél. : 04 50 33 77 69

Mél. : alexa.moene@haute-savoie.gouv.fr

RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION

Objet : Réparation du pont du Vallon sur le Petit Foron

Commune : LE REPOSOIR

Milieu récepteur : Le Foron du Reposoir

Masse d'eau : FRDR10149

Dossier n° : 0100034139

Anancy, le 14 novembre 2023

ATTENTION : ce récépissé atteste de l'enregistrement de votre demande mais n'autorise pas le démarrage immédiat des travaux

VU Le code de l'environnement, et notamment les articles L211-1, L214-1 à L214-6 et R214-1 à R214-56 ;

VU l'arrêté n° SGCD/SLI/PAC/2023-017 du 23 mai 2023 de délégation de signature à Monsieur le directeur départemental des territoires ;

VU l'arrêté n° DDT-2023-1270 du 08 septembre 2023 de subdélégation de signature de Monsieur le directeur départemental des territoires ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée, approuvé le 21 mars 2022 ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux du SAGE de l'Arve, approuvé le 23 juin 2018 ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L214-3 du code de l'environnement reçu le 13 septembre 2023, présenté par la commune LE REPOSOIR, enregistré sous le n° 0100034139 et relatif aux travaux de réparation du pont du Vallon sur le Petit Foron ;

donne récépissé du dépôt de sa déclaration à :

**Commune LE REPOSOIR
37 route de Prairand
74950 LE REPOSOIR**

concernant les travaux de réparation du pont du Vallon sur le Petit Foron dont la réalisation est prévue sur la commune LE REPOSOIR.

15 rue Henry-Bordeaux
74998 ANNECY cedex 9
Tél. : 04 50 33 60 00
Mél. : ddt@haute-savoie.gouv.fr

W:\Environnement\Eau\01_Travaux\Communes\Le_reposoir\Réparation_Pont de Vallon_Petit Foron\
0100034139.odt

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L214-3 du code de l'environnement. La rubrique concernée de la nomenclature annexée à l'article R214-1 du code de l'environnement est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêté de prescriptions générales correspondant
3150	Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance et les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères à brochets : 1° destruction de plus de 200 m ² de frayères (A) 2° dans les autres cas (D)	Déclaration	Arrêté du 30 septembre 2014

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé.

Par ailleurs, il conviendra toutefois de prendre certaines mesures de précaution lors de la réalisation de ces travaux :

- limiter le risque de turbidité de l'eau (barrage filtrant à l'aval du chantier) ;
- éviter le rejet de polluants ;
- isoler la zone de travaux du cours d'eau si présence d'eau (batardeau, mise en assec...) ;
- éviter l'effet de seuil en sortie de rampe, entraînant une différence de niveau d'eau, risquant d'accentuer l'érosion au pied de l'ouvrage ;
- conserver l'hétérogénéité créée par les blocs et sédiments sur le radier ;
- prévoir un lit préférentiel en période d'étiage (petit lit mineur), créer un radier en V.

Le cours d'eau étant piscicole et inscrit à l'inventaire "frayères", si les travaux prévoient de bloquer l'écoulement, une pêche électrique sera nécessaire afin d'assurer le sauvetage des poissons le jour de l'isolement du chantier.

Le déclarant ne peut pas débuter les travaux avant le 15 mars 2024, période durant laquelle il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par l'administration, conformément à l'article R214-35 du code de l'environnement.

Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai, il s'exposerait à une **amende** pour une contravention de 5^e classe d'un montant **maximum de 1 500 €** pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, le montant est multiplié par 5.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier. Il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies, sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations. En l'absence de suite donnée par le service en charge de la police de l'eau à l'échéance de ce délai de 2 mois, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

A cette échéance, conformément à l'article R214-37, copies de la déclaration et de ce récépissé sont adressées en Mairie où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois et à la Commission Locale de l'Eau du SAGE de l'Arve pour information. Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de Haute-Savoie durant une période d'au moins 6 mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage en Mairie et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus. Il est également possible de saisir la juridiction administrative par le biais du portail "télerecours citoyens", accessible au public à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

Les travaux doivent démarrer dans un délai de trois ans courant à partir de la date de signature du présent récépissé, faute de quoi le pétitionnaire doit solliciter la délivrance d'un nouveau récépissé. Cependant, **tous travaux dans le lit mineur du cours d'eau sont interdits entre le 1^{er} novembre et le 15 mars**, afin de préserver la reproduction des poissons. Le service en charge de la police de l'eau (ddt-see-ma@haute-savoie.gouv.fr) et l'OFB (mail SD74@ofb.gouv.fr) devront être avertis, **8 jours avant tout commencement des travaux**, de la date de commencement des travaux ainsi que de leur date d'achèvement. Si le cours d'eau présente des enjeux piscicoles, le maître d'ouvrage devra faire réaliser une pêche électrique de sauvegarde à ses frais, par un organisme agréé.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé. L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R216-12 du code de l'environnement. En application de l'article R214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, **avant réalisation**, à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L216-3 du code de l'environnement, et notamment ceux en charge de la police de l'eau et des milieux aquatiques, auront libre accès aux installations objet de la déclaration à tout moment, dans le cadre d'une recherche d'infraction. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le déclarant est invité à appliquer les mesures de gestion, à la situation de la ressource en eau, consultables sur le site internet des services de l'État de la Haute-Savoie:

<https://www.haute-savoie.gouv.fr/Politiques-publiques/Prevenir-le-risque-et-se-proteger/Eau/Secheresse>

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Copie de ce récépissé sera transmise par vos soins au conducteur des travaux, que vous devrez par ailleurs informer de l'ensemble des éléments techniques figurant dans le dossier de déclaration en vue d'une exécution conforme.

POUR LE PRÉFET ET PAR DÉLÉGATION

P/Le directeur départemental des territoires
La chef de la cellule milieux aquatiques et pêche

Signé Agnès PATRIARCA

Copie à

- M. le Président de la CLE du SAGE de l'Arve
- M. le chef du SD de l'OFB

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi "informatique et liberté" du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.